



**Willy Brandt est décédé
depuis 20 ans !**

LE SPD sur le chemin de regagner le pouvoir

Ernst STETTER

20 octobre 2010

Le mot crise a pour lui seul la force de l'évidence. Le grand parti social-démocrate allemand – le SPD – connaît bien ce mot ou cette situation depuis des années. Mais il semble aujourd'hui que le pire est derrière. L'espoir d'un renouveau et la reconquête du pouvoir sont désormais deux réalités.

Le SPD et ses gouvernements fédéraux

Après une longue période d'opposition qui débute avec la défaite du gouvernement Helmut Schmidt en 1982 le SPD allié aux Verts retrouve le pouvoir en 1998 sous l'égide du chancelier Gerhard Schröder jusqu'en 2005. Puis entre 2005 et 2009, dans le cadre d'une Grande Coalition, avec les Chrétiens-démocrates et sous la direction cette fois d'Angela Merkel (CDU), de son vice-chancelier Franz Münterfering ainsi que trois ministères clés : le ministère des affaires étrangères avec Frank-Walter Steinmeier, le ministère des finances avec Peer Steinbrück et les affaires sociales avec Olaf Scholz.

A la surprise générale, les résultats des élections du 2009 sont catastrophiques. C'est le « Tsunami » du SPD ; à tel point que le risque d'une implosion voire d'une disparition du SPD est même envisagé dans les médias. Inimaginable encore quelques années auparavant, ce résultat n'est pourtant que l'aboutissement d'un processus lancinant, entamé avec la prise du pouvoir du gouvernement Schröder en 1998.

En effet, la période où Gerhard Schröder est aux commandes du SPD correspond à la période dite de « la troisième voie ». Il incarne un nouveau genre de leader dans un parti à la longue tradition ouvrière. Il réforme l'Etat providence avec son fameux « Agenda 2010 » et entreprend les réformes dites « Hartz » ; mesures courageuses, incontestables qui permettent à l'Allemagne de résister à la crise de 2008 et contribuent à l'origine de sa performance économique actuelle.

Paradoxalement, les conséquences de cette période pour le SPD, en tant que parti politique, sont très douloureuses. Le parti perd les élections de 2005.

L'écart de voix est telle qui n'a pas lieu de s'inquiéter. Faux, celle-ci n'est que le début d'une succession de revers tant aux niveaux des communes, des Länder qu'au niveau Européen lors des élections de 2009. Le pic est atteint en 2009 avec un résultat désastreux au fédéral où le SPD ne recueille que 23% de voix. Chiffre retentissant quand on le compare aux coutumiers de plus de 40% des années 1970 où, même dans l'opposition des années 1980 et 1990, les pourcentages dépassaient 35% au niveau fédéral.

Nombreux attribuent ce résultat à la participation du SPD à la grande coalition, conduite par le CDU. L'argument ne peut-être réfuté. Mais au-delà de cela, le SPD a également connu comme d'autres partis de Gauche les conséquences de son engagement à ladite « troisième voie », des politiques d'influences néo-libérales, très écartées des valeurs fondamentales de la gauche comme la solidarité et la justice sociale.

L'état du SPD en novembre 2009 est à l'image d'un dramatique accident de voiture où le conducteur, ivre,

roule trop vite et ne peut échapper la sortie de route entraînant des blessures graves pour ses passagers. Le choc est dur mais la réaction ne traîne pas. D'aucun ne souhaite abandonner. Un nouveau conducteur prend le volant, les bouches se délient, on s'interroge : « pourquoi ? » et on cherche à trouver des chemins de sortie, à déceler de nouveaux leaders.

Plusieurs questions-clé émergent très vite :

Le SPD peut-il redevenir le grand parti du peuple (« linke Volkspartei ») ? Un parti crédible et proche de monsieur-tout-le-monde ?

Le SPD peut-il être réanimé après la période « basta » du gouvernement Schröder et la présidence de Franz Müntefering jugée rude par de nombreux militants ?

Au cours de cette période, les critiques tournent surtout autour de Gerhard Schröder, aussi bien le leader que sa politique, tout particulièrement les réformes sociales

connues sous le nom de « Hartz IV ». On l'accuse d'avoir vendu l'âme et l'identité du parti avec conséquence immédiate, de n'avoir pas permis au SPD d'être le contrepied nécessaire au sein de la Grande Coalition.

Les chiffres sont également scrutés avec attention. Le parti a perdu son électorat du centre ainsi que son électorat de gauche (Die Linke). Les 23% ne représentent plus que la base, c'est-à-dire les électeurs convaincus du parti et les fidèles qui votent toujours SPD, depuis les années Brandt.

Le SPD ne séduit plus de nouveaux électeurs, notamment les jeunes. Le parti a perdu plus de 2 millions des électeurs au profit des « abstentionnistes », plus d'un million à DIE LINKE et 900.000 électeurs à la CDU et aux libéraux. Le constat est sans appel : le parti a subi des pertes énormes vers le centre et vers la gauche. L'analyse par tranches d'âge des votants confirme également une perte de 20% parmi les jeunes !

Vers quelle stratégie s'orienter à la veille d'une bataille pour les prochaines élections fédérales prévues pour 2013 et éventuellement anticipées?

On ne peut absolument pas contester le leadership du président actuel Sigmar Gabriel et la secrétaire générale Andreas Nahles, ensemble avec un groupe SPD au Bundestag jugé par les médias très efficace sous la présidence de Frank-Walter Steinmeier. On ne peut également nier le succès électoral du parti dans les Länder cette année. Le SPD a regagné la ville de Hambourg, il est dans une coalition avec les Verts dans le Sud, en Bade-Wurtemberg, il a conservé le pouvoir dans le Nord en Mecklenbourg-Vorpommern et à Brème et, enfin, comme symbole, il gardera Berlin.

En outre, personne ne peut contester la remontée significative du SPD dans les sondages dans le cadre d'une majorité rouge-verts et un écart de plus de 10 points sur la coalition CDU/CSU et FDP, actuellement au pouvoir au niveau fédéral.

Enfin, quiconque aura du mal à contester un renouveau du discours et du programme qui met clairement au centre des débats la sortie de la crise économique et financière en Europe avec une posture très médiatique de l'ancien ministre de finances, Peer Steinbrück.

C'est d'autant plus important que cela reflète l'ancrage du SPD dans un discours pro-européen quand, au même moment, la droite allemande tergiverse. La campagne électorale du FDP à Berlin, les discussions au sein de la CSU sur le chemin à entreprendre pour sauver la Grèce illustrent cette tendance à vouloir récupérer des voix à l'extrême droite au prix d'un discours anti-européen et populiste.

Comment le SPD a-t-il amorcé ce changement ?

Le parti a tout d'abord revu son organisation interne et son positionnement politique. Dès 2009, lors du congrès de Dresde, Sigmar Gabriel tient un discours consistant. Il met l'accent sur la reconquête du centre politique de la société et sur une politique sociale plus cohérente,

correspondant à l'avant-Schröder. Il définit ce nouveau centre très clairement en disant que le centre politique d'une société n'est jamais un groupe bien déterminé de la société. Le centre d'un pays doit être reconquit par celui qui pose les vrais questions et donne les réponses justes. L'opportunisme et l'adoption au courant dominant de la société ne mène pas vers le centre mais plutôt à l'écart politique, vers le hors-jeu pour un parti. Cette stratégie de reconquête est mise en place avec une réorganisation des structures internes qui sont vues de l'extérieur trop archaïques et qui n'encouragent peu des jeunes à adhérer!

En outre, il semble acquis aujourd'hui que le parti a compris que son sort et son succès sont étroitement liés au projet européen. L'actuel leadership a réalisé que le destin de l'Allemagne est lié au développement de l'Union européenne. Le parti a compris que pour gagner des élections en Allemagne il faut tenir un discours européen progressiste. Il doit afficher sa détermination à résoudre le problème de la dette souveraine et de la monnaie européenne. Dans ce sens, de nouvelles

initiatives ont été entreprises caractérisé par un travail de fond intellectuel en close partenariat avec le Parti Socialiste français en vue d'une politique progressiste européenne. Un premier très promettant résultat est la publication d'une déclaration commune sur une politique progressiste en Europe.

Le SPD a également cerné qu'avec la crise financière un cycle s'achevait. Cette époque était caractérisée par une pensée que l'État devait se retirer et laisser les marchés assurer le bien-être de la population. L'État était vu comme déstabilisateur et source de crises, les hommes politiques comme des freins à ce concept et non respectueux de cette vision jugée nécessaire pour le développement de la société. Cela semblait bien une confusion entre l'individualisme et l'égoïsme.

L'Etat d'après-guerre – c'est-à dire un état providence - est ainsi vu comme un modèle de fin de série. C'est pourtant bien le contraire que cette crise démontre puisqu'elle appelle l'État à donner un cadre juridique aux marchés pour assurer une plus juste compétition à la

fois commerciale et économique. L'État est nécessaire et indispensable pour assurer la cohésion sociale et pour protéger la survie de la nature pour les générations futures. Le débat idéologique est de nouveau présent et il porte sur le rôle de l'État dans nos sociétés modernes.

En s'imposant cette auto-analyse, le SPD n'a pas échappé à la remise en cause idéologique de la «troisième voie», laquelle prédisposait que le pouvoir politique ne pouvait s'organiser que sous forme d'alliances plutôt ponctuelles et non sur une base garantie de majorités structurelles liées aux classes sociales. La « troisième voie » recommandait de gagner les classes moyennes - dites aisées et flexibles - à l'idée de la social-démocratie. Cela a certes fonctionné un temps mais cette approche, cette modernisation sociétale est finalement assez rapidement entrée en clash avec le socle de la Gauche, ses valeurs traditionnelles que sont la solidarité et la justice sociale. Le compromis souhaité entre d'un côté, un capitalisme de plus en plus financiarisé et volontairement

antisociale, et, de l'autre, un État providence n'était pas possible.

Radicaux, les acteurs du marché financier ont rejeté le principe et l'Europe a connu dans la première décennie 2000 une augmentation considérable des inégalités. Par effet ricochet, la social-démocratie ne pouvait plus du tout tenir les promesses d'égalité, de justice sociale et de solidarité, davantage reléguées au second plan de la réflexion politique et économique. Elle s'est mise à l'écart de ses partisans et a été contredite par la crise économique et sociale que nous traversons.

Aujourd'hui l'État est heureusement en train de se réhabiliter, le capitalisme financiarisé est mis fortement en question. Mais l'État est toujours faible. Par conséquence les structures traditionnelles de participation démocratiques sont remis en question par ceux qui souffrent les plus de la crise: les jeunes diplômés et sans travail. Ce sont eux qui doivent fonder le futur mais sans eux l'État ne peut être réhabilité et sans eux les doutes des citoyens restent évidents sur

des tentatives de sauvetage souvent trop traditionnellement ancré dans la tradition classique de la social-démocratie.

Donc tout est en ordre ? - A l'évidence pas encore !

Les sociaux-démocrates allemands n'ont jamais contribué à donner l'image d'un parti uni et homogène envers son propre entourage. Durant des décennies le parti a connu des déchirures et des discussions idéologiques avec pour conséquences fondamentales: la montée des Verts, la problématique causé par DIE LINKE et, plus récemment, des mouvements comme les « Pirates ».

Evidemment le SPD ne quittera pas la scène politique allemande et européenne et aura toujours un mot à dire. Il restera le parti ancré dans sa longue histoire et dans sa participation aux luttes ouvrières. Mais il lui faut un renouveau, un futur répondant aux exigences d'après crise.

Mais le parti ne redeviendra certainement plus le parti (« Volkspartei ») des années 1970 sous la direction de Willy Brandt. Son héritage n'est pas mis en question mais son ombre pèse parfois trop, surtout chez les militants nostalgiques de cette période dite glorieuse. Mais il est plus en plus scruté par des jeunes militants qui lui rappellent qu'il ne vit plus depuis 20 ans !

Il est bien évident que le retour au pouvoir ne peut se faire simplement dans l'espoir d'un affaiblissement de la droite-libérale ou dans le cadre d'une simple alternance politique. Le choix entre la droite et la gauche se pose plus que jamais. Le SPD doit le marquer, le marteler, il doit l'assumer pour que l'électeur, dans l'isoloir, ne se pose plus encore de questions au moment de faire son choix.

Le programme électoral et idéologique pour la reconquête est censé de se baser pour le SPD sur la question de la lutte contre les éclatantes inégalités causées par le néo-libéralisme, et cette globalisation

sauvage avec les conséquences désastreuses que nous connaissons.

Il est manifeste que le concept de l'égalité était à l'origine une conception d'égalité des personnes – c'est-à-dire tous la même voix, les travailleurs comme des patrons, les femmes comme les hommes. Cela a été concrétisé par le suffrage universel et par une politique de l'État providence qui offrait à tous les mêmes chances en matière d'éducation et de participation à la démocratie.

Aujourd'hui, à juste titre, le SPD doit trouver les réponses nécessaires aux inégalités de la globalisation, aux inégalités en termes des salaires et de bien-être dans la société. Cela n'est nulle part un concept de nivellement mais surtout un concept de liberté et de l'affirmation personnelle. Cela est la reconstruction d'une idéologie inévitable à notre époque du 21^è siècle.

Cette réflexion que nous appelons à la FEPS « Next Left », est fondée sur la redéfinition des valeurs fondamentales de la Social-démocratie, de la

démystification du Néo-libéralisme, d'une approche que nous sommes contraints de coopérer d'avantage tous ensembles en Europe pour assurer le bien-être et la prospérité des citoyens européens et avec l'ultime but d'assurer à chacun un travail digne et un avenir décent.

Un tel projet devra être européen, de Gauche et ouvert à des alliances politiques nécessaires pour gouverner. Il devra être également crédible à travers les personnes qui le porteront.